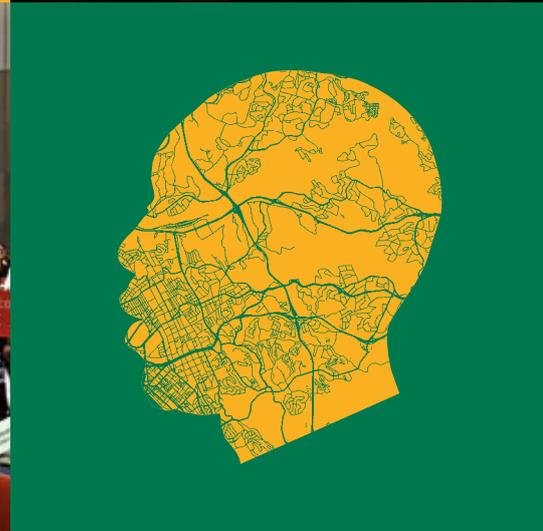
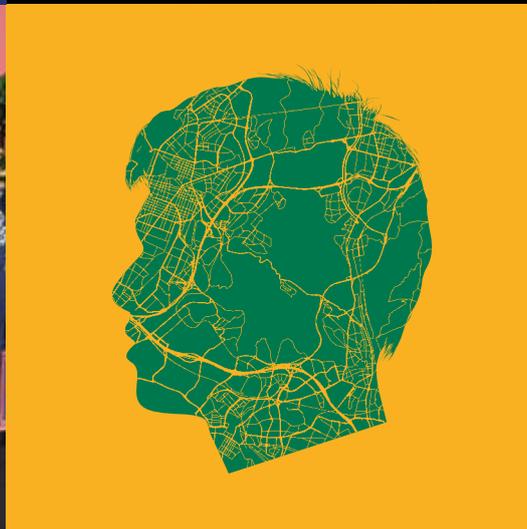
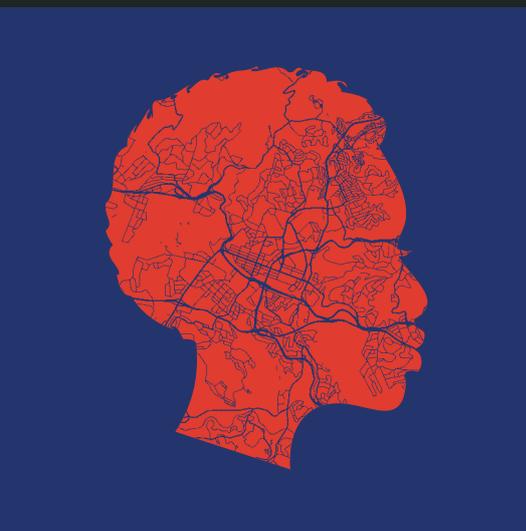


Rapport du Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux de Durban 2019

Lancement de la décennie de la mise en oeuvre lors de notre sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux





Rapport du Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux de Durban 2019

Lancement de la décennie de la mise
en œuvre lors de notre sommet mondial
des dirigeants locaux et régionaux



Sommaire

1

Le plus grand rassemblement mondial de la sphère municipale

P6

La déclaration politique de Durban

— La prochaine frontière du mouvement

— Une nouvelle ère pour la gouvernance locale et régionale

— Le Sommet mondial doit définir les priorités des dirigeants locaux et régionaux et confirmer leur grand potentiel de gardiens des espoirs, rêves et attentes des communautés. Façonner cette transformation du système de gouvernance mondiale devra démarrer avec la diversité, la confiance et une meilleure façon d'organiser la vie, en ne laissant personne, ni aucun territoire, pour compte

2

Comment la réunion a-t-elle été organisée ?

P10

Le circuit Assemblée, Le circuit Town Hall, Le circuit Local4Action, Le circuit statutaire, Les sessions spéciales, Le Forum d'apprentissage de CGLU

3

S'appuyer sur les thèmes clés de notre mouvement lors de nos sessions plénières

P14

3.1	Réinventer la démocratie locale	36
3.2	Localiser le développement durable : se préparer à la décennie de la mise en œuvre et à GOLD V	38
3.3	Le dialogue intergénérationnel pour la paix et la solidarité	40

4

Une cocréation menée par nos sections régionales : le circuit Assemblée

P20

4.1	Décentralisation et finances locales	44
4.2	Aligner les priorités locales sur l'Agenda 2030 et le droit à la ville	46
4.3	Résilience, urbanisation et patrimoine	48
4.4	Gouvernance multiniveaux et plaidoyer national/continental	50
4.5	Gestion des migrations et consolidation de la paix	52
4.6	Espace public et défis démographiques	54

5

Collaboration avec la société civile – Le circuit Town Hall

P30

5.1	Des villes accessibles et inclusives	58
5.2	L'égalité des genres et l'autonomisation des femmes	60
5.3	Le droit à la ville	62
5.4	Le développement urbain durable	64
5.5	Les réponses à l'informalité dans les villes	66

6

Une vision du futur : des manifestes pour la décennie de la mise en œuvre

P40

7

Le circuit Local4Action

P44

Au cœur des réunions du Congrès —

Le Local4Action Hub

Le Forum d'apprentissage de CGLU

8

Le cœur même de notre organisation - Nos organes de décision dans le cadre du circuit statutaire

P50

8.1	Élection du président	58
8.2	Adoption du plan de travail 2020	60
8.3	Adoption de la Déclaration universelle des droits de l'humanité	62
8.4	Rapport du Comité de gestion financière	64
8.5	Quels sont nos objectifs à l'avenir ? Nos réunions statutaires	66

9

Prochains objectifs : les résultats de l'Assemblée mondiale

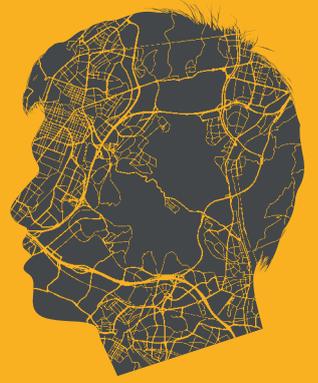
P52

Les principaux résultats du Sommet
Autres résultats

1

Le plus grand rassemblement mondial de la sphère municipale





Le Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux de CGLU est le plus grand rassemblement de maires, président-e-s d'associations locales, conseillères et conseillers municipaux, et expert-e-s des questions locales et régionales, en provenance du monde entier. Cette réunion triennale a pour objectif de rassembler les parties prenantes de l'organisation mondiale, afin d'examiner et de mettre à profit nos engagements de longue date et de faire progresser le rôle de CGLU dans l'élaboration de l'agenda multilatéral, en apportant le point de vue local et régional.

Ce rassemblement est une véritable pierre angulaire de notre mouvement et de notre organisation, l'édition 2019 se voulant une réunion pertinente pour les membres de CGLU, pour le mouvement et pour le monde entier. Avec plus de 3 000 élu-e-s, membres de la société civile, partenaires et autres parties prenantes, le Congrès a démontré toute la force de notre mouvement, la diversité de notre organisation et notre capacité à travailler ensemble. Nous avons su trouver un équilibre entre les grandes questions de notre temps et les préoccupations quotidiennes de nos communautés et de nos quartiers.



« Nous nous trouvons aujourd’hui devant une opportunité historique : celle de faire émerger un nouveau modèle économique et financier solide, ancré dans les territoires et servant leurs intérêts de manière durable et résiliente »

Mohamed Boudra, maire d’Al Hoceïma, président de CGLU.



Une nouvelle ère pour la gouvernance locale et régionale



« Au cours de la prochaine décennie, nous devons nous montrer plus forts, être encore plus convaincus d'être des partenaires essentiels, tout en démontrant qu'un autre monde est possible et que c'est à nous de le mettre en œuvre »

Parks Tau, vice-ministre de la gouvernance coopérative et des affaires traditionnelles, président de CGLU entre 2016 et 2019.

Les gouvernements locaux et régionaux considèrent les agendas mondiaux comme un cadre universel unique, qui traite toutes les priorités les plus urgentes de la planète. L'Agenda 2030, l'Accord de Paris, le Cadre de Sendai, le Nouvel Agenda urbain (entre autres) - un accélérateur de la mise en œuvre - en constituent des atouts majeurs.

Les communautés, les citoyens et les gouvernements locaux et régionaux ne peuvent pas être considérés comme de simples témoins du développement, ou des bénéficiaires de la coopération. Les gouvernements locaux et régionaux ont depuis longtemps la capacité de catalyser l'action et il faut considérer les obstacles techniques et politiques à la réalisation du développement durable. Le Sommet mondial a permis d'expliquer en quoi la localisation est un instrument politique important. Ce n'est que grâce à la volonté politique de toutes les parties prenantes que nous pourrions mettre en œuvre les agendas dans les villes et les territoires, pour ne laisser personne, ni aucun territoire, pour compte.

« La gouvernance est associée au vivre ensemble dans nos villes, qui est sérieusement menacé. CGLU continuera à jouer un rôle pour aider les gouvernements locaux à favoriser la coexistence »

Johnny Araya, maire de San José, co-président de CGLU.

Notre Congrès a fourni un espace alternatif à nos membres, leur permettant de s'organiser avec les parties prenantes et de cocréer, ensemble, les outils pour la prochaine décennie du mouvement municipal. Tout au long du Sommet, notre Organisation mondiale a cherché à garantir un espace de dialogue structurel avec toutes les parties prenantes, à renforcer la démocratie locale et à élaborer un agenda international pour le mouvement.

Le Sommet mondial a permis à nos membres d'établir des liens solides entre les communautés, la société civile, les gouvernements nationaux, la communauté internationale et les autres parties prenantes. Il a également fait comprendre que toute transformation au niveau local est intrinsèquement liée à l'engagement des parties prenantes et au dialogue multiniveaux, au niveau mondial, régional et national.

« La création d'un leadership féminin au sein des gouvernements locaux et régionaux s'accompagne d'un renforcement des capacités et de programmes et de mécanismes spécifiques »

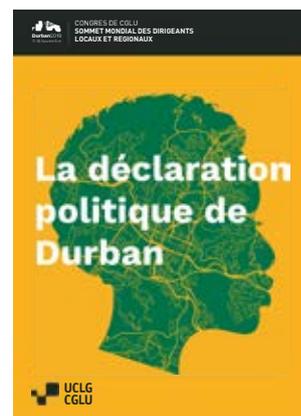
Thembisile Nkadimeng, maire de Polokwane, co-présidente de CGLU.

L'égalité, les finances locales, l'agenda des villes intermédiaires, la nécessité de revisiter la démocratie locale, le rôle des gouvernements locaux dans la construction de sociétés pacifiques, ainsi que la construction d'un nouveau discours sur les migrations sont quelques-uns des domaines clés que notre Sommet a abordés. Il s'est appuyé sur le travail que nos communautés avaient déjà mené, en envisageant l'avenir de ces questions clés à travers notre manifeste.

C'est à Durban que nous avons présenté au monde le type de leadership renouvelé qui pourra faire prospérer les générations futures, et où nous avons présenté notre Agenda municipal, forgé par un siècle de collaborations. Ce patrimoine permettra à nos sociétés de vivre les transformations dont nous avons besoin pour que notre planète devienne durable, juste et inclusive, animée par la solidarité.

Le Sommet mondial doit définir les priorités des dirigeants locaux et régionaux et confirmer leur grand potentiel de gardiens des espoirs, rêves et attentes des communautés. Façonner cette transformation du système de gouvernance mondiale devra démarrer avec la diversité, la confiance et une meilleure façon d'organiser la vie, en ne laissant personne, ni aucun territoire, pour compte

La déclaration politique de Durban — La prochaine frontière du mouvement



« Les transformations de notre modèle de développement ne seront possibles que si elles répondent aux rêves et aux attentes des citoyen·ne·s et des communautés et si nous prenons nos responsabilités collectives pour nous adapter et faire les compromis nécessaires sur des bases plus justes, équitables et durables »

Préambule à la Déclaration politique de Durban

Le vendredi 15 novembre, le Congrès et l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux de CGLU ont adopté la Déclaration politique de Durban, « Envisager l'avenir de notre mouvement municipal international renouvelé », en tant que l'un des principaux résultats politiques du Sommet.

« **La paix n'est pas une idéologie, nous devons la rendre pratique** »

Jan Van Zanen, maire d'Utrecht, co-président de CGLU.

Avec différentes sections sur la prochaine frontière du mouvement municipal international, l'appropriation locale pour l'avenir de l'humanité, le nouveau contrat social, ainsi que sur l'universalité et la solidarité, la Déclaration énonce la conviction des gouvernements locaux et régionaux et de leurs associations que la transformation nécessaire du modèle de développement mondial n'est possible que si elle répond aux communautés avec une responsabilité collective suffisante, sous forme d'ajustements et de compromis politiques basés sur l'équité, l'égalité et la durabilité.

La Déclaration municipaliste de Durban explique comment le mouvement municipal affrontera les évolutions mondiales : en restant fermement attaché aux origines du mouvement et à la protection et à la promotion de la démocratie locale, fidèle aux principes de décentralisation, de subsidiarité, d'égalité des genres, d'autonomie et de responsabilité ; d'engagement en faveur de l'égalité, de la diversité et de l'universalité, ainsi que de la transition d'un système de gouvernements locaux international vers un

système de gouvernements locaux, interdépendant, interurbain et solidaire, ayant pour objectif principal la protection des êtres vivants et des écosystèmes ; la reconnaissance du fait que la pauvreté et les inégalités sont au cœur de la plupart des problèmes du monde entier ; la force catalytique des villes et des régions et le continuum rural-urbain pour amplifier et intensifier l'action ; le rôle critique de conduire des changements dans les modes de consommation et de production afin de fournir des services inclusifs et équitables permettant la préservation des ressources communes et des droits de l'homme ; et appréhender les avancées de la quatrième révolution industrielle.

Au sujet de **l'appropriation locale et l'avenir de l'humanité**, la Déclaration aborde : la facilitation, par le mouvement, d'une plateforme locale-mondiale pour aider à la reconnaissance du fait que les problèmes locaux ne peuvent plus être résolus uniquement au niveau local ; le renouvellement, partant de la base, de l'engagement du mouvement à cheminer vers des sociétés inclusives et justes, adaptées

« **Des centres urbains durables apportent une meilleure qualité de vie. C'est la plus grande préoccupation de tous les membres de CGLU. Nous devons travailler ensemble et apprendre les uns des autres pour créer des villes durables pour un avenir commun** »

Lee Mingyuan, maire de Xi'an, co-président de CGLU.

« L'aspect le plus important pour le Cadre de Sendai est le renforcement des capacités. Nous devons encourager davantage de villes à suivre ce cadre pour faire avancer les choses. Nous avons également besoin de la participation des communautés pour faire avancer les choses »

Madelaine Alfeloz-Gazman, maire d'Iriga.



aux conditions des différents continents ; la reconnaissance du fait que faire entendre la voix des collectivités territoriales au niveau international n'est pas un objectif en soi ; la mise en place d'un nouveau paradigme financier qui ne laissera personne ni aucun territoire pour compte ; l'établissement de partenariats avec le secteur privé et avec le monde universitaire, pour créer conjointement des villes et des territoires qui s'attachent à promouvoir les connaissances et les compétences locales, afin de mettre à profit la coproduction de données, et des villes et territoires reposant sur des données ; et la reconnaissance du fait que l'Agenda 2030 représente une opportunité de renouveler le contrat social et du mouvement, visant à localiser l'Agenda mondial et faciliter son appropriation par le niveau local, comme condition préalable à la réussite de sa mise en œuvre.

Concernant l'Agenda 2030 et l'ouverture de la voie à un nouveau contrat social, la Déclaration aborde : le droit au logement en tant que priorité essentielle, et la Déclaration « Villes pour un logement convenable », dotées de pouvoirs accrus en matière de réglementation de l'immobilier ; la promotion de la solidarité à travers une approche des migrations fondée sur les droits ; le renouvellement de la démocratie et de la citoyenneté pour rétablir la confiance entre les communautés et les institutions ; l'utilisation d'approches locales et territoriales pour repenser et remodeler la gouvernance comme le demandent de plus en plus les citoyen-ne-s et les mouvements sociaux ; la défense des représentants du public et l'exercice du service public ; et des dialogues intergénérationnels et de paix.

En ce qui concerne **l'universalité et la solidarité**, la Déclaration engage les membres et les associations du



« La réduction de la pauvreté, une économie durable, la durabilité, le renforcement des institutions et la promotion de l'égalité des genres sont au cœur de ce projet. Les municipalités jouent un rôle de premier plan ! »

Berry Vrbanovic, maire de Kitchener, trésorier de CGLU

mouvement : à poursuivre les actions de collaboration et entre pairs, ainsi que l'apprentissage, pour la décennie de la mise en œuvre des ODD ; la diffusion des messages du mouvement et la réalisation de la cohésion et de la solidarité par le biais de l'apprentissage, de la coopération décentralisée et de la diplomatie urbaine, en utilisant des méthodologies innovantes et de nouveaux outils pour accroître les connaissances et la coopération.

La Déclaration réaffirme l'engagement du Sommet mondial en faveur de la participation active des réseaux de collectivités territoriales et de la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux et des écosystèmes d'organisations. Elle réaffirme en outre l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux en tant que véritable plateforme reflétant les voix et les visions locales et régionales ; et reconnaît les intentions et le contenu mis en avant dans la Déclaration en tant qu'« Agenda municipaliste ».

« Il est important de donner la priorité dans notre agenda aux politiques et aux projets tels que la localisation des politiques internationales, ou encore aux Objectifs de développement durable et à leur suivi par les gouvernements locaux »

Uğur İbrahim Altay, maire de Konya, co-président de CGLU.

2

Comment la réunion a-t-elle été organisée ?





L'organisation du Sommet mondial de 2019 reflète le pouvoir de mobilisation de CGLU au cœur d'un « réseau de réseaux », qui s'appuie largement sur de nombreux membres pour faciliter un acte de co-création politique.



C'est pourquoi l'ordre du jour du Congrès comportait plusieurs circuits pour faciliter des dialogues structurés, notamment :

Circuit Assemblée Dirigé par des représentant·e·s des gouvernements locaux et régionaux

Circuit Townhall Dirigé par la société civile

Circuit Local4Action Un espace inclusif et collaboratif réunissant différentes sphères du réseau

Local4ActionHub Un espace informel de réseautage et un lieu de lancement d'initiatives phares réunissant des représentant·e·s des différents circuits

Circuit statutaire Réunions pour les organes officiels de CGLU

Sessions spéciales Réunions thématiques axées sur certains des domaines politiques prioritaires de CGLU

Forum d'apprentissage de CGLU Opportunités d'interaction d'apprentissage en mettant l'accent sur les éléments clés de la Stratégie d'apprentissage de CGLU 2019-2021

Les deux premiers jours ont été consacrés aux séances préparatoires et de mise en réseau. Mercredi, le Congrès a convoqué sa première session plénière et s'est officiellement ouvert. Jeudi, une deuxième séance plénière et une réunion de l'Assemblée générale de CGLU - l'organe responsable de la politique des membres - ont eu lieu. Une troisième séance plénière s'est tenue le dernier jour du Sommet sur le thème du dialogue intergénérationnel. Le dernier jour, l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux, une réunion du Conseil mondial de CGLU et la cérémonie de clôture officielle étaient également au programme.

3

S'appuyer sur les thèmes clés de notre mouvement lors de nos sessions plénières





La localisation des agendas mondiaux est au cœur de notre travail depuis trois ans. Réinventer la démocratie locale et consolider la paix sont quelques-uns des thèmes clés de notre mouvement, qui sont revenus en force à CGLU. Le Sommet mondial de CGLU, à travers ses sessions plénières, a abordé ces sujets en codéveloppant des recommandations politiques et en évoquant à quoi s'attendre lorsque l'on aborde les manières de réinventer la **démocratie locale**, la nécessité d'établir des **dialogues intergénérationnels** pour assurer la paix et la prospérité, et les étapes à suivre pour assurer la **localisation du développement durable**.

3.1 Réinventer la démocratie locale

Il est impératif de réinventer la démocratie locale si nous voulons relever les défis démocratiques auxquels nos communautés sont confrontées dans le monde entier. Cette réinvention doit émaner de la base, du niveau local, en représentant et en dialoguant avec nos communautés, pour nos communautés et pour la durabilité de notre planète, afin que le monde reste un lieu où nous pouvons vivre avec des droits, des responsabilités et des libertés.

« Le municipalisme est la preuve qu'il existe une autre façon de faire de la politique, en mettant la vie au centre et en faisant de nos communautés les principaux protagonistes »

Ada Colau, maire de Barcelone, Envoyée spéciale aux Nations unies.



Cette séance plénière était animée par Sanjay Pradhan, PDG de Open Government Partnership. Elle portait sur la manière d'établir une véritable confiance entre les sphères de gouvernement, grâce à la participation du public à la budgétisation municipale ; la supervision et la communication des données, par les citoyens, de la mise en œuvre des politiques publiques ; la tenue d'un registre de lobbying pour freiner le trafic d'intérêts ; et les voies et moyens d'autonomiser les personnes exclues. Parmi d'autres sujets abordés figuraient : la décentralisation en tant que principe fondamental de la démocratie mais exigeant l'engagement et la participation des citoyen-ne-s ; les effets de la corruption et du populisme ; la baisse de la qualité de la démocratie ; et le fait que la démocratie ne concerne pas seulement les droits civils et politiques, mais implique également des droits sociaux et économiques.

3.2

Localiser le développement durable : préparation à la décennie de mise en œuvre et à GOLD V

L'Agenda 2030 et son esprit transformateur détiennent les clés pour que nous vivions tous ensemble de façon durable. Mais pour que les objectifs soient atteints, ils doivent se concrétiser au niveau local. **C'est ce qu'est la localisation** : en premier lieu, **un processus qui démarre dans les territoires** et vise à construire et à façonner des agendas mondiaux basés sur les aspirations et les souhaits des communautés. CGLU présentera le cinquième Rapport de l'Observatoire mondial sur la décentralisation et la démocratie locale, qui fait le bilan des stratégies nationales pour la mise en œuvre des agendas mondiaux dans chaque région du monde.

« Les villes, notamment en raison de leur proximité avec les citoyens, sont des acteurs essentiels pour relever les défis du climat et de la durabilité sur notre planète »

Fernando Medina, maire de Lisbonne, Envoyé spécial pour le développement local.



Cette séance plénière a marqué le lancement du rapport GOLD V, le rapport phare sur l'état de la décentralisation dans le monde, qui évalue la contribution des collectivités territoriales à la localisation des ODD et des contextes institutionnels nationaux et régionaux dans lesquels ces dernières opèrent. Les participants ont salué le rôle de CGLU, consistant à aider les municipalités à localiser les ODD par le biais d'associations de gouvernements locaux organisées au niveau national, notamment à travers sa section consacrée à l'apprentissage, ainsi que les possibilités de renforcer leurs liens avec d'autres villes et territoires.

La session plénière a également porté sur la valeur d'exemples concrets et les échanges entre pairs. Elle a réaffirmé que les ODD représentent un vaste cadre normatif permettant d'encourager le changement en partant de la base, afin de reconstruire les institutions. Les participant·e·s ont également abordé la nécessité de réorganiser le système financier mondial, afin de recadrer les incitations financières dans le respect des ODD, et la nécessité d'une réforme institutionnelle, pour permettre aux gouvernements locaux et régionaux d'avoir une place à la table de prise des décisions mondiales.

3.3

Dialogue intergénérationnel pour la paix et la solidarité

Les villes sont le lieu de la créativité et de la réalisation de nos rêves, mais elles peuvent aussi se révéler des lieux d'exclusion, de frustration et de conflit. Pour faire de nos villes des espaces de paix, nous devons aller au-delà qu'assurer la simple absence de guerre. Le dialogue doit être la règle fondamentale du monde d'aujourd'hui, pour que le monde soit meilleur demain. Le Prix de la Paix de CGLU qui sera remis vise à mettre en lumière des gouvernements locaux héroïques, qui ont le courage de mener des initiatives de consolidation de la paix, souvent sans aucune aide extérieure.



« CGLU offre une excellente plateforme pour favoriser un dialogue élargi. Nous devons étendre nos connexions dans le monde. Les maires ne peuvent pas résoudre seuls les défis auxquels ils sont confrontés »

Ilsur Metshin, maire de Kazan, président du Comité consultatif des Nations unies pour les autorités locales (UNACLA).

Dialogue plénière |
Prix de la Paix de CGLU

Cette session était modérée par Vasu Gounden, directeur exécutif d'ACCORD. Tamires Gomes Sampaio, directrice de l'Institut Lula de Sao Paulo, au Brésil, a souligné que la paix dans le monde ne consiste pas seulement en l'absence de guerre, mais également en l'absence d'inégalité, de pauvreté et de chômage. Les représentant-e-s des gouvernements locaux et régionaux ont partagé leurs expériences sur des questions sociales et environnementales et sur la manière dont ils s'efforcent de réduire les inégalités.

D'autres thèmes ont été abordés lors de la session plénière, comme le rôle des jeunes dans les sociétés démocratiques en tant que leaders du changement et le devoir des institutions démocratiques d'inclure les jeunes dans les processus de prise de décision. Le rôle des institutions pour la promotion de l'égalité des genres afin de garantir que personne, ni aucun territoire, ne soit laissé pour compte, a également été souligné.



4

Une cocréation menée par nos sections régionales : le circuit Assemblée





Conduit par chacune de nos régions, le circuit Assemblée a été présenté comme un espace dédié aux priorités continentales, sectorielles et thématiques contribuant aux politiques globales de notre organisation mondiale. Structurées lors de tables rondes de haut niveau, chacune des sessions ont été convoquées par région ou par secteur de CGLU (Afrique, Europe, Eurasie et Asie-Pacifique, Amériques, Moyen-Orient et Asie occidentale et Metropolis), sur la base de notes de synthèse élaborées dans la perspective du Sommet, qui répondaient à leurs préoccupations et thèmes régionaux.



Structurées lors de tables rondes de haut niveau, chacune des sessions ont été convoquées par région ou par secteur de CGLU (Afrique, Europe, Eurasie et Pacifique, Amériques, MEWA et Metropolis), sur la base de notes de synthèse

Au cours du Sommet, les dirigeants politiques de nos sections régionales ont présenté les priorités et les actions adoptées au niveau local dans chaque région du monde, dans le cadre d'un circuit ininterrompu de deux jours. Le Circuit était organisé en tables rondes de haut niveau, dirigées par chaque section, ce qui a permis des échanges directs entre les délégations. Les recommandations issues de ces sessions ont ensuite été transmises à l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux puis transmises à la présidence nouvellement élue de notre organisation mondiale.

4.1 Décentralisation et finances locales

Cette assemblée était dirigée par CGLU-Afrique et a examiné la manière de soutenir la décentralisation et le financement des gouvernements locaux et régionaux afin de renforcer leur capacité à agir dans le cadre de l'Agenda mondial. Présidée par Léandre Nzue, Président de CGLU-Afrique, la session a abordé : la croissance rapide de la population urbaine en Afrique ; la conception de villes durables ; le ciblage du financement ; l'accès à des notations de crédit crédibles ; les relations entre les autorités locales et régionales et nationales ; les instruments financiers innovants, y compris les obligations vertes ; et l'utilisation de la technologie numérique pour permettre une meilleure transparence dans le recouvrement des recettes.



4.2 Alignement des priorités locales sur l'agenda 2030 et le droit à la ville

Cette assemblée était dirigée par l'Europe. La session a examiné les moyens mis en œuvre par les municipalités et les régions européennes pour la concrétisation des ODD, avec la participation du Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE), de maires et de représentant-e-s de la Commission européenne et de CGLU-Afrique. Présidée par Marlène Siméon, directrice de la Plateforme européenne des pouvoirs locaux et régionaux pour le développement, la séance a porté sur les obstacles entravant la réalisation des Objectifs de développement durable, à savoir la politique de migration ; l'égalité d'accès aux services de santé, à la parité des genres et à la démocratie participative ; l'alignement des politiques de l'UE sur les ODD ; et l'importance de renforcer les réseaux mondiaux des autorités locales.



4.3

Résilience, urbanisation et patrimoine

Cette assemblée était dirigée par les sections Eurasie et Asie-Pacifique (ASPAC). La session a examiné la résilience et la réduction des risques de catastrophe, notamment la stratégie de localisation du cadre de Sendai, avec la participation des maires et d'autres représentant-e-s de CGLU-ASPAC, contre les menaces présentées par une augmentation des catastrophes naturelles ou d'origine humaine. Modérée par Dave Cull, coprésident de CGLU-ASPAC, la session a abordé : la croissance rapide de la population dans les villes eurasiennes ; un appel à CGLU à jouer un rôle pour attirer les financements des institutions financières internationales pour les investissements dans les villes ; la conciliation entre développement industriel et protection de l'environnement ; les travaux de CGLU sur le patrimoine et la conservation ; les avantages connexes de l'atténuation du changement climatique ; la localisation des ODD ; et le plaidoyer régional de CGLU.



4.4

Gouvernance multiniveaux et plaidoyer national/continental

Cette assemblée était dirigée par les Amériques. La session a porté sur les prochaines étapes pour assurer une gouvernance et des stratégies multiniveaux et multipartites pour le plaidoyer national et continental. Modérée par Paola Andrea, directrice adjointe, administration municipale de Montevideo, la séance a abordé les thèmes suivants : la crise de la gouvernance en Amérique latine et l'impact de la pauvreté et des inégalités sur la capacité des gens à vivre ensemble ; la méfiance à l'égard des institutions politiques et le rôle particulier des gouvernements locaux dans leurs relations directes avec les citoyen-ne-s et, l'attention sur le genre et sur l'impact de la pauvreté sur les femmes et les enfants. La session a convenu des principaux messages : réinventer la gouvernance multiniveaux ; l'innovation sociale ; et le rôle de CGLU dans le renforcement de la place des gouvernements locaux au niveau mondial.



4.5

Gestion des migrations et consolidation de la paix

Cette assemblée était dirigée par le Moyen-Orient et l'Asie occidentale (CGLU-MEWA). La session, modérée par Mehmet Duman, secrétaire général de CGLU-MEWA, a examiné la relation entre les mouvements migratoires, la consolidation de la paix au niveau local et la nécessité de politiques de cohésion sociale. Les questions soulevées au cours des discussions comprenaient la nécessité de traiter : l'inclusion sociale ; les différents besoins des personnes réfugiées et migrantes ; l'habilitation des gouvernements locaux à agir en faveur des ODD ; et la solidarité régionale.

4.6

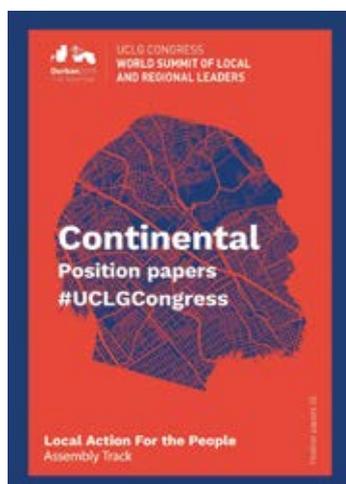
Espace public et défis démographiques

Cette assemblée était dirigée par Metropolis, la section métropolitaine de CGLU. La session a examiné la croissance démographique dans les zones urbaines et le rôle des collectivités territoriales dans la résolution des problèmes liés à l'espace public. Modérée par Xavier Tiana, Metropolis, la séance a abordé les thèmes suivants : la conciliation entre croissance économique et compétitivité des zones urbaines avec développement durable ; le rôle de CGLU dans la mobilisation de la collaboration ; et l'expérience de l'exclusion dans le cadre de l'urbanisation. Des discussions ont également eu lieu sur le mécontentement des citoyen-ne-s vis-à-vis des institutions politiques qui ne correspondent plus aux exigences de la société du XXI^e siècle.



Notes de synthèse développées avant le Sommet pour résumer les préoccupations et les priorités thématiques des différentes sections régionales.

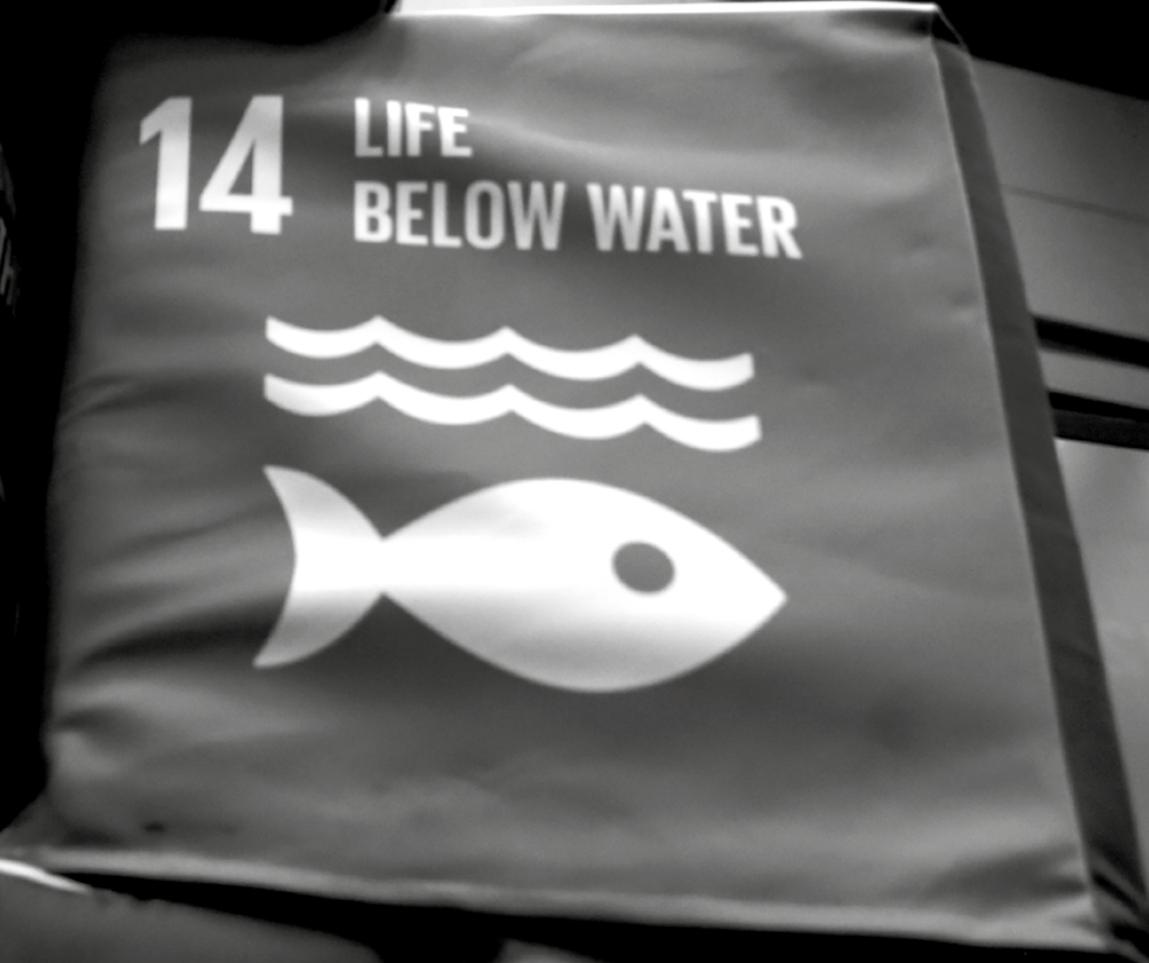
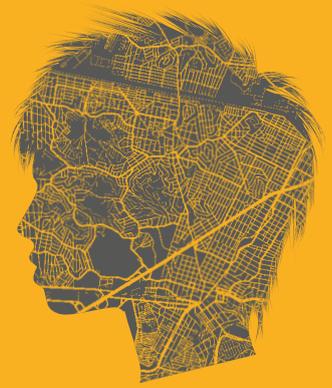
1. L'Europe
2. Eurasie et Asie-Pacifique
3. Amérique du Nord et Amérique latine
4. Moyen-Orient
5. Afrique
6. Metropolis



5

Collaboration avec la société civile — Le circuit Town Hall





Le Town Hall est l'espace de dialogue et d'interaction entre les différents collectifs de la société civile organisée à l'international et le leadership politique du collectif des gouvernements locaux et régionaux, qui ont défini ensemble nos politiques mondiales. Notre objectif est non seulement d'inviter les partenaires et les parties prenantes à se joindre à nous, mais aussi de collaborer dans le monde que nous construisons, afin d'atteindre les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés.

C'est la raison pour laquelle le **Town Hall** a été mené par nos partenaires de la société civile. Différents circuits ont été conduits par des partenaires organisés tels que la **Plateforme mondiale pour le droit à la ville**, la **Coalition internationale de l'Habitat**, **World Enabled**, la **Commission Huairou**, **l'Assemblée générale des partenaires** et **Cities Alliance**, etc. Chacun de ces groupes a élaboré des recommandations politiques pour les gouvernements locaux et régionaux, qui seront présentées à **l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux**.

Notre objectif est non seulement d'inviter les partenaires et les parties prenantes à se joindre à nous, mais aussi de collaborer dans le monde que nous construisons, afin d'atteindre les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés



5.1 Villes accessibles et inclusives

Dirigée par World Enabled, ce circuit Town Hall a exploré la façon dont le leadership local peut promouvoir des principes de conception universels conformes aux six piliers du Pacte mondial pour des villes accessibles et inclusives. Les discussions ont débuté par un exposé de María Soledad Cisternas Reyes, Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour les personnes handicapées et l'accessibilité, qui a souligné que l'accessibilité constituait une passerelle vers l'inclusion et la protection des droits. Les modérateurs de la session ont mis en exergue les recommandations formulées dans le document de politiques relatives à ce thème, qui englobait un appel à l'organisation mondiale à créer une communauté de pratiques sur les villes accessibles afin de favoriser l'apprentissage entre pairs sur les politiques de conception universelle. Au cours de leurs discussions, les participants ont souligné qu'investir dans l'accessibilité constituait une opportunité d'optimiser le potentiel de tous les citoyen-ne-s, y compris les personnes handicapées et les personnes âgées. Signalant que la plupart des pays adoptaient des réglementations en matière d'accessibilité mais rencontraient des difficultés dans leur application, les participant-e-s ont proposé des solutions telles que : impliquer la société civile pour maintenir les bonnes pratiques au-delà des cycles électoraux ; former des architectes et des urbanistes au design universel ; et sensibiliser à la dignité et aux droits inhérents de tous les peuples.

« Nous, les femmes, nous voulons être différentes, mais sans inégalités par rapport aux autres. La planification urbaine - la façon dont nous regardons la ville, les territoires, le quartier - est conçue selon un concept de neutralité »

Ana Falu, Conseillère CGLU UBUNTU.



5.2

Égalité des genres et autonomisation des femmes

La Commission Huairou et ses partenaires ont dirigé ce Town Hall. Ils ont présenté un document d'orientation indiquant que l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes sont indispensables à la création et au développement de communautés justes et prospères, tout en favorisant l'efficacité et la responsabilisation des communautés, ainsi que la mise en place d'une gouvernance locale efficace et responsable. Les femmes maires du Brésil, de Gambie, Italie et de Suède ont parlé des réalisations et des défis auxquels les femmes dirigeantes sont confrontées. Entre autres problèmes mentionnés, elles ont déploré les réactions négatives grandissantes contre les femmes politiques, en particulier sur les médias sociaux, et ont souligné la nécessité de tendre la main aux femmes des zones urbaines et rurales. Au cours du débat qui a suivi, les participant·e·s ont souligné notamment l'importance de renforcer les réseaux de partage d'informations et de bonnes pratiques, et de veiller à la poursuite de l'institutionnalisation des processus consultatifs locaux pour intégrer la problématique hommes-femmes dans les structures gouvernementales locales.

« Les droits de l'Homme fournissent aux gouvernements locaux une stratégie, des objectifs concrets et des délais. C'est ainsi que vous savez que tout ce que vous faites vous permettra d'atteindre le véritable objectif : garantir le #Right2Housing (droit au logement) pour tou-te-s »

Leilani Farha, conseillère CGLU Ubuntu, rapporteure spéciale des Nations unies sur le droit au logement



5.3

Droit à la ville

Cette séance du Circuit Town Hall était dirigée par la Coalition internationale de l'Habitat et s'appuyait sur un document de politique thématique qui préconisait de considérer les établissements humains, sous un angle fondé sur les droits, en mettant l'accent sur six thèmes : « la financiarisation » des villes et du logement ; le clivage rural-urbain ; les inégalités territoriales et sociales ; le recul démocratique et des droits de l'Homme ; les mouvements migratoires ; et la résilience. Leilani Farha, Rapporteuse spéciale des Nations unies sur le droit à un logement convenable, a plaidé en faveur de la construction d'un mouvement alternatif, qu'elle a appelé « The Shift », affirmant qu'il est rendu nécessaire par « l'ensemble des violations » des droits de l'Homme qui ont été subies avec l'urbanisation intensive. Le débat qui a suivi a mis en lumière la nécessité de remettre en question les idées reçues sur ce qui constitue une ville attrayante ou compétitive, en faisant observer que considérer les villes sous l'angle des droits de l'Homme appelle des approches plus polycentriques et à taille humaine. Parmi les mesures que les villes peuvent prendre pour lutter contre l'exclusion et la pauvreté grandissantes, les orateurs ont appelé : à valoriser la fonction sociale, et pas seulement économique, de la terre pour réduire les spéculations ; et à fournir des espaces aux groupes exclus pour accéder aux services et participer aux processus de gouvernance.



5.4

Développement urbain durable

Ce forum était présidé par l'Assemblée générale des partenaires (AGP) et a été ouvert par des représentant·e-s des huit groupes constitutifs, qui ont mis en exergue les principaux messages du document de synthèse thématique. Ils ont souligné, entre autres principes, l'importance : d'avoir une vision commune ; d'être inclusif et respectueux ; de construire la confiance ; d'avoir une compréhension claire des rôles et des responsabilités ; et d'assurer le suivi des progrès. Une série « d'exposés éclairés » a ensuite eu lieu, soulignant les bonnes pratiques de partenariats du monde entier. En conclusion, les participants ont élaboré des messages pour l'Assemblée mondiale. Ils ont notamment proposé des mécanismes visant à améliorer la transparence dans les partenariats, tels que : exiger de toute partie participant à l'AGP qu'elle adhère à un code d'éthique ; s'accorder sur la valeur ajoutée d'un projet avant sa mise en oeuvre ; et renforcer les capacités pour réduire les asymétries d'information et de pouvoir au sein des partenariats.



5.5

Aborder le problème de l'informalité dans les villes

Cette séance du Circuit Town Hall était dirigée par Cities Alliance, Slum Dwellers International et Habitat for Humanity International, qui ont décrit le document de travail thématique comme étant un **appel aux dirigeants locaux**, assorti de recommandations visant : à renforcer l'accès à la terre et aux opportunités de moyens d'existence ; à prévoir des garanties nationales pour les projets de développement dans les villes assurant qu'ils ne nuiront pas ; à reconnaître les habitant-e-s des zones informelles comme des citoyen-ne-s à part entière et égaux ; et à promouvoir la planification fondée sur des preuves. La session a mis en exergue des exemples de villes telles que Freetown, Porto Alegre et Ramallah, qui luttent contre l'exclusion dans les villes en modifiant le discours sur les quartiers informels en tant que lieux peu sûrs et dangereux, pour devenir des lieux d'innovation sociale et d'économies dynamiques. Les discussions ont notamment porté sur les moyens de protéger les droits fonciers des groupes exclus dans les projets d'amélioration des bidonvilles ; sur le besoin de solutions innovantes pour élargir l'inclusion financière sur les marchés du logement ; et sur le besoin de négocier avec les résidents plus nantis pour reconnaître la nécessité d'une intégration dans les villes, notamment par le biais d'espaces publics partagés. La session s'est terminée par un rappel qu'un nouveau récit n'est pas suffisant en soi, car des cadres politiques favorables et un engagement structuré des citoyen-ne-s sont nécessaires.



6

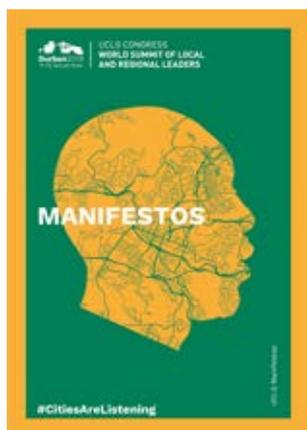
Une vision du futur : des manifestes pour la décennie de la mise en œuvre





Les sessions spéciales qui ont eu lieu dans le cadre du Sommet mondial ont permis de débattre de l'avenir des politiques déjà intégrées dans notre travail, et qui sont appelées à devenir des questions clés pour l'avenir de la planète. Les sessions étaient orientées vers l'élaboration d'un **Manifeste** avec des recommandations spécifiques pour le Réseau. Les organisations sœurs, les réseaux, les gouvernements nationaux et les organisations internationales telles qu'ONU-Habitat ont participé aux sessions et ont contribué à renforcer ce savoir collectif.

Les **manifestes** influenceront l'ensemble des gouvernements locaux et régionaux et nous permettront de consolider notre voix devant les systèmes internationaux, d'accroître l'appropriation par nos membres et de renforcer notre vision collective sur certains des thèmes qui seront essentiels au cours des prochaines décennies.



Manifeste

1. Le futur de la biodiversité
2. Le futur de la culture
3. Une écologie pour le futur
4. Le futur de la résilience
5. Le futur du logement
6. Le futur des finances locales
7. Le futur des migrations
8. Le futur de la mobilité
9. Le futur de l'égalité : Au-delà de Pékin+25
10. Le futur de la transparence et du gouvernement ouvert

6.1 Le futur de la transparence et du gouvernement ouvert

Cocréer des territoires ouverts, inclusifs, transparents, durables et inclusifs : la session a examiné le rôle de la démocratie dans le développement, la qualité de la vie et la coexistence pacifique. D'autres questions abordées ont concerné la gouvernance en termes de recherche d'un équilibre entre démocratie représentative et participative et la promotion de gouvernements locaux sensibles à la problématique de l'égalité des genres.

Le manifeste affirme que le marché ne peut pas déterminer à lui seul nos préférences politiques, et que la transparence signifie qu'il nous appartient à tous, ensemble, d'exploiter l'innovation pour inverser cette tendance à l'ère numérique, et de surveiller les décideurs et les entreprises.

Le futur de la transparence ne portera pas seulement sur la relation entre les communautés et leurs représentant·e·s élu·e·s et leurs institutions, mais il doit également garantir que la relation entre les gouvernements et le secteur privé soit ouverte et transparente.

La relation de confiance entre les gouvernements nationaux et les citoyen·ne·s doit être réciproque, si l'on veut réaliser les objectifs ambitieux de l'Agenda 2030, et cela ne pourra se faire que si les gouvernements rendent des comptes. Le manifeste appelle les gouvernements locaux et régionaux du monde entier, réunis au sein de notre mouvement municipal, à **favoriser des éléments de transparence** afin d'ouvrir au monde non seulement nos institutions, mais aussi nos façons de cocréer des politiques ; à **créer des conditions favorables pour que nos gouvernements locaux et régionaux mettent en œuvre la transparence** sur leurs territoires ; et à intégrer des politiques durables qui encouragent une culture de la communication parmi les gouvernements locaux et régionaux et leurs partenaires.



6.2 Le futur des migrations

Cette session a mis en exergue la migration rurale-urbaine comme principal défi, et les facteurs structurels à l'origine des migrations tels que les conflits, le changement climatique et le manque d'opportunités économiques. L'expérience limitée des autorités locales dans la gestion des migrations et le fait qu'elles ne sont pas impliquées dans le processus décisionnel en matière de migration ont été soulignés, tout comme le besoin de stratégies de lutte contre la xénophobie et la nécessité de considérer la migration comme une opportunité et non pas comme un problème.

En tant que premiers intervenants face aux effets des flux de population et en tant que niveau de gouvernement qui accueille les nouveaux arrivants en tant qu'habitants, les gouvernements locaux et régionaux sont prêts à contribuer au renforcement de partenariats pluralistes et efficaces, afin d'élargir les formes de participation politique et sociale pour tou-te-s, quelles que soient leur origine et leur condition.

Le manifeste souligne que les gouvernements locaux et régionaux, en tant que premiers intervenants face aux effets des flux de population, qu'ils soient internes ou externes, et en tant que niveau de gouvernement qui accueille les nouveaux arrivants en tant que nouveaux habitants, ne peuvent pas être que de simples partenaires de la mise en œuvre. Ils sont prêts à contribuer, par leurs expériences et leurs valeurs, au renforcement de partenariats pluralistes et efficaces, afin d'élargir les formes de participation politique et sociale pour tous, quelles que soient leur origine et leur condition.



6.3 Le futur de la résilience

La session portait sur les expériences et les approches de la régénération de la ville. Cette session a également abordé le renforcement du leadership local dans l'élaboration de plans d'urgence et d'action. La nécessité d'une perspective régionale pour améliorer la résilience des villes petites et intermédiaires, ainsi que des liens avec le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, ont également été soulignés.

Les dirigeants locaux ont un rôle important à jouer, afin de stimuler la valeur ajoutée que les villes peuvent apporter à la résilience de la planète et à la conservation du patrimoine naturel et culturel.

Le manifeste appelait à découpler les idées de croissance et de développement et mettait en garde contre le « paradigme non durable de la croissance », appelant à un développement durable qui améliore les conditions de vie. Le manifeste reconnaît le travail accompli en matière de réduction des risques de catastrophe et appelle le mouvement municipal à veiller à ce que la solidarité, l'équité et la responsabilité soient prises en considération lors de la définition des politiques au niveau local, national et international pour le bien de l'humanité et de la résilience. Les maires et les présidents de régions devront travailler ensemble pour amplifier cette voix.



6.4

Le futur de la culture

Cette session a abordé la culture en tant qu'expression de la justice sociale et de l'identité dans le contexte du colonialisme. Les efforts visant à élargir les expériences artistiques et culturelles, à Rome et dans plusieurs villes portugaises, ont été mis en exergue. L'accent a été également mis sur le rôle que jouent les bibliothèques, souvent en tant que seuls espaces intérieurs, libres d'accès, pour les interactions sociales.

Nous sommes convaincus que le développement culturel et le plein exercice des droits culturels par les peuples, les communautés et les individus sont des actes fondamentaux de paix. Bien qu'ils soient fragiles et subtils, ils constituent également des éléments essentiels pour le progrès de l'humanité

Reconnaissant que la culture joue un rôle vital dans nos vies, le Manifeste appelle les dirigeants mondiaux à faire preuve d'audace, à s'engager dans une véritable conversation mondiale sur la culture et le développement durable. Le Manifeste affirme également qu'aucun progrès [au niveau de la réalisation des objectifs] ne peut être réalisé si tous les lieux du monde ne sont pas reconnus dans leur dignité et leur capacité à interagir avec les autres sur une base d'égalité, dans le cadre d'une mondialisation culturelle équitable. Le Manifeste affirme en outre que « le développement culturel et le plein exercice des droits culturels par les peuples, les communautés et les individus sont des actes fondamentaux de paix. Bien qu'ils soient fragiles et subtils, ils constituent également des éléments essentiels pour le progrès de l'humanité ».



6.5

Le futur du logement

La session a porté sur l'impératif d'une approche du logement fondée sur les droits de l'Homme, comme reflété dans la Déclaration de 2018 de Villes pour un logement convenable. La nécessité de garantir un logement convenable à tous les citoyen-ne-s a été soulignée, de même que l'absence de listes à jour des implantations informelles et le manque de leur reconnaissance



Nous, les gouvernements locaux et régionaux du monde entier, reconnaissons le droit à un logement convenable et ses sept critères comme le cadre principal permettant de faire progresser les stratégies de logement basées sur les droits locaux, comme l'exigent notre engagement envers The Shift et la déclaration de CGLU « Les villes pour un logement convenable »

dans les cadres juridiques. Diverses approches du logement urbain adoptées à Subang Jaya, Malaisie, à Ekaterinbourg, Fédération de Russie, à Nanterre, France et dans la ville de Taipei, Taiwan, ont été mises en exergue.

Les principaux messages englobaient la nécessité : de renforcer les stratégies pour un apprentissage entre pairs et un plaidoyer politique efficaces ; d'adopter une approche multiniveaux pour les règlements non planifiés ; et de défendre le droit fondamental au logement. Le Manifeste sur le logement a exposé les réalités du marché du logement et de la

« Les défis rencontrés par les résidents et les mouvements sociaux quant au #Right2Housing dans les pays du Sud sont différents. La solution pour parvenir à la transformation que nous souhaitons est de faire confiance à la communauté : les #CitiesforHousing doivent embrasser l’informalité »

Sheela Patel, conseillère CGLU UBUNTU

spéculation, affirmant que « si les plus marginalisés sont clairement et profondément touchés par la crise du logement, celle-ci touche de plus en plus les ménages à revenus moyens et élevés », et a appelé à :

- a** Une réponse mondiale pour promouvoir le droit à un logement convenable, qui deviendra l’une des principales priorités des agendas locaux et mondiaux
- b** La reconnaissance de la « Déclaration des villes pour un logement convenable » en tant que cadre pour l’élaboration de priorités stratégiques en matière de logement
- c** Reconnaître le rôle des gouvernements locaux et régionaux pour l’application d’une approche intégrée du logement
- d** Ce que les gouvernements nationaux développent des stratégies liées au logement basées sur les droits, avec la pleine participation et collaboration des gouvernements locaux.

6.6 Ecologie pour le futur

Cette session était axée sur des déclarations portant sur l’urgence climatique comme voie de riposte aux politiques urbaines ; l’adoption de systèmes conçus par l’Homme, fondés sur des principes d’écologie et englobant des idées circulaires, à long terme et fondées sur des systèmes ; et le rôle des communautés locales dans la plantation d’arbres. Le rôle des villes dans l’action climatique a été mis en exergue, signalant que c’est dans ces espaces que se concentrent à la fois la croissance économique et le risque économique et où une approche territoriale peut être poursuivie.

« Les villes sont démunies et n’ont pas le temps de trouver les ressources nécessaires pour faire face au changement climatique. Nous devons changer cela ensemble »

Aromar Revi, Conseiller CGLU Ubuntu, directeur de l’Institut indien des établissements humains (IHS).

Le Manifeste incarnait l’esprit des systèmes de vie interconnectés et rappelait que « le monde dans lequel nous vivons aujourd’hui n’a pas de frontières ». Toutes les facettes de la vie sont interconnectées et en relation les unes avec les autres, comme le font les organismes au sein d’un écosystème. Dans ce contexte, le manifeste rappelait que « la transition écologique est le produit des relations que nous entretenons, en tant que société, les uns avec les autres et avec notre monde naturel », en précisant que la transition écologique doit être construite sur les principes de solidarité pour être pleinement mise en œuvre.

Nous appelons toutes les initiatives des institutions internationales axées sur le climat à intégrer la solidarité en tant que paradigme transversal, qui peut assurer le lien entre tous les niveaux de gouvernance et les citoyens

Le manifeste s'achevait par des appels aux différentes parties prenantes :

- a** Aux villes du monde : pour faire connaître leurs politiques en matière de climat et de transition écologique
- b** Nous appelons les citoyens du monde à repenser leurs modes et leurs systèmes de vie quotidiens pour les centrer autour d'une logique d'équilibre entre consommation et production, en tant que l'un des paradigmes de la transition écologique, pour qu'elle soit juste, honnête et équitable
- c** Aux gouvernements nationaux : de renforcer ces paradigmes et de veiller à ce que la complémentarité entre les politiques nationales et locales structure la mise en œuvre de l'agenda 2030, en particulier les ODD liés à l'écologie
- d** Concernant les initiatives climatiques des institutions internationales : à intégrer la solidarité en tant que paradigme transversal qui pourra assurer le lien entre tous les niveaux de gouvernance et avec les citoyen·ne·s



6.7 Le futur de la biodiversité

Cette session a souligné l'importance de l'intégration verticale des stratégies et des plans d'action relatifs au Cadre de la biodiversité pour l'après-2020. Les efforts visant à créer des espaces pour la biodiversité et d'autres initiatives en matière de développement durable ont été examinés, et la question sur la manière de rehausser le profil de la diversité biologique dans les agendas urbains a été soulevée.

« Nous devons observer 4 grandes transitions dans 4 systèmes mondiaux : identifier ces systèmes est le défi d'un avenir climatique plus équitable »

Debra Roberts, conseillère CGLU UBUNTU, Présidente du groupe de travail II du GIEC.

Le Manifeste a jeté les bases de ce qui devrait se passer en 2020, une occasion unique et une nécessité urgente pour les Nations d'adopter un « New Deal pour la Nature » dans le cadre de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB), qui remplacera l'actuel Plan stratégique pour la biodiversité (2011-2020) et la plupart des « objectifs Aichi » qui lui sont associés et qui prendront fin en 2020. Le nouvel accord mondial devrait être adopté lors de la 15e Conférence des Parties (COP) à Kunming, en Chine, fin octobre 2020, que l'on considère de plus en plus comme le « moment parisien pour la nature ».



Nous vivons dans un siècle urbain et nous nous trouvons à la croisée des chemins, face à une urgence climatique à laquelle s'ajoute la destruction du monde naturel. Tous les niveaux de gouvernement local et régional détiennent la clé pour changer la trajectoire actuelle et réaliser les agendas mondiaux sur la durabilité

6.8 Le futur de l'égalité — Pékin+25

Cette session consistait en deux tables rondes co-modérées par Lucy Slack, Secrétaire générale adjointe du Commonwealth Local Government Forum, et María Cristina Grunauer de Falú, Université nationale de Tucumán, Argentine. Le premier groupe de discussion a exploré les inégalités persistantes, 25 ans après la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Pékin et la réaction brutale contre la parité des genres. Les intervenants ont examiné l'état de l'égalité des genres en Afrique du Sud, en Gambie, dans la Fédération de Russie et en Malaisie. Les questions soulevées lors de la deuxième table ronde ont englobé : un appel de CGLU à soutenir la déclaration du Comité permanent pour l'égalité du CCRE devant être présentée à la 64e session de la Commission de la condition de la femme (CSW64), Pékin+25 et l'Agenda 2030 ; les obstacles qui entravent le développement des femmes et les efforts centrés sur la mobilisation de la société civile ; et Pékin+25 comme occasion de renouveler et de réviser la Déclaration de Pékin et de relancer son plan d'action.



L'égalité entre les genres est un droit humain qui a des implications pour l'ensemble de la société. En tant que tel, il est essentiel de garantir que les villes, les espaces métropolitains, les zones urbaines et rurales soient accessibles et aussi agréables pour les femmes et les filles qu'elles le sont pour les hommes et les garçons

Le Manifeste sur l'égalité a alerté les participants sur le fait que la poursuite de l'égalité des genres n'est pas sur la bonne voie et qu'il s'agit d'une question urgente de notre temps, avec des implications pour la société entière. L'égalité des genres est une question transversale, qui a des implications pour le développement économique, les migrations, le changement climatique et bien d'autres questions parmi les plus importantes pour notre organisation.

Le manifeste appelait les gouvernements locaux et régionaux à :

- a** Montrer la voie dans la mise en œuvre de l'égalité de genres
- b** Renforcer la démocratie locale afin de réaliser l'ODD 5
- c** Surveiller la condition des femmes, en remédiant au manque de données sur la représentation des femmes dans la vie politique locale à travers le monde
- d** Être en première ligne pour l'élimination de toutes les formes de discrimination, de harcèlement et de violence à l'encontre des femmes
- e** Renforcer les capacités des femmes et soutenir leur participation par le biais de différents programmes
- f** Soutenir la coopération à tous les niveaux grâce à l'apprentissage entre pairs, pour faire progresser l'égalité entre les genres.

6.9 Le futur des finances locales

Les discussions ont porté sur l'écart entre les recettes versées par les municipalités au gouvernement central et le montant alloué au gouvernement local. Un recueil de solutions englobant la valorisation foncière et visant à combler les déficits de financement a été mis en lumière. La nécessité de trouver un équilibre entre des rendements stables et un risque acceptable a été évoquée en vue de stimuler les investissements. Parmi d'autres questions abordées, il y avait la génération de données pour faciliter le développement local et des mécanismes pour renforcer la confiance entre le gouvernement central et les gouvernements locaux.

Le **Manifeste** a souligné que, partout dans le monde, les gouvernements locaux et régionaux sont tenus de fournir des services publics et de rendre des comptes à ce sujet. Alors que les attentes internationales à l'égard du niveau local sont élevées, moins de 25 % des dépenses publiques totales sont actuellement réalisées par les gouvernements locaux et régionaux en moyenne dans le monde. Le manifeste affirme que le financement des ODD n'est pas hors de portée, mais plus on attend, plus le coût sera élevé. « La localisation des financements et des investissements doit être une ambition commune et concentrer les efforts de tous les acteurs à tous les niveaux dans des cadres de dialogue renouvelés. Une attention particulière doit être accordée aux acteurs sociaux et économiques locaux, qui sont les premiers moteurs des stratégies de financement à long terme. »

La localisation des financements et des investissements doit constituer une ambition commune et concentrer les efforts de tous les acteurs à tous les niveaux, dans des cadres renouvelés de dialogue, de consultation et de coopération. La diversité des contextes nationaux doit être pleinement prise en compte.



6.10 Le futur de la mobilité

La session s'est concentrée sur les discussions autour du « droit de se déplacer » et sur la mise en œuvre des options de mobilité durable dans les villes. La nécessité d'établir des partenariats entre les réseaux de gouvernements locaux et d'autres institutions qui défendent la mobilité durable a également été examinée au cours de la session. Les participants ont également abordé la manière dont la mobilité a été prise en compte dans les différents agendas mondiaux de développement, et en particulier comment elle a été présentée dans le Nouvel Agenda urbain.

Le **Manifeste** souligne le droit de se déplacer, en reconnaissant les progrès réalisés au cours de la dernière décennie en matière de développement durable. En outre, il appelle toutes les sphères de gouvernement à reconnaître le « droit de se déplacer », en se concentrant sur les besoins des communautés, et exige des gouvernements locaux et régionaux qu'ils facilitent la mise en œuvre de plans de mobilité urbaine durable. Enfin, le Manifeste a appelé à reconnaître la légitimité des gouvernements locaux et régionaux quant aux politiques de mobilité, en demandant notamment des financements et des mécanismes financiers adéquats pour assurer une allocation adéquate des ressources allouées à la mobilité.



« Nous, gouvernements locaux, croyons fermement que toutes les personnes doivent avoir le « droit de se déplacer » dans le cadre d'une mobilité territoriale durable, qui se comprend à travers le prisme du développement durable comme l'accès aux transports. Dans le Nouvel Agenda urbain, il s'agit du droit à un accès à des biens publics et à des services de qualité, notamment la mobilité et le transport »

7

Le circuit Local4Action





Le circuit Local4Action était mené par les participant-e-s au Congrès. Tout au long de plus de 50 sessions - qui comprenaient des laboratoires, des panels et des conversations générales - il a permis à toutes les sphères du réseau et à nos partenaires de partager, d'écouter et de revoir l'un des domaines politiques suivants : « le droit à la ville et territoires inclusifs » ; « des opportunités pour tou-te-s, culture et diplomatie des villes » ; « la gouvernance territoriale multiniveaux et le financement durable » ; « des villes plus sûres, résilientes et durables, capables de faire face aux crises ».

Les **séances du lundi** ont couvert de nombreux thèmes portant sur les défis de la gouvernance locale et notamment sur une communauté de pratiques de la planification intégrée ; l'importance de la planification intégrée ; l'importance de territorialiser le programme des ODD ; des approches fondées sur les preuves et les droits ; le besoin de faire en sorte que les villes soient à la pointe de l'innovation et au cœur du succès des agendas mondiaux ; et le devoir des jeunes de lutter progressivement pour le maintien des démocraties locales.

Les autres sessions ont porté sur l'Assemblée des femmes africaines du Forum africain pour la sécurité urbaine (AFUS) ; sur le Façonnement de villes résilientes ; la mise en place de villes inclusives et durables, de théories et de pratiques utilisant des outils multicritères et géospatiaux ; la localisation du

« Nous avons besoin d'une expérimentation radicale. Ce qui est formidable avec les ODD, c'est qu'il n'y a pas de ligne directrice. Il est donc possible que des révolutions se produisent »

Edgar Pieterse, conseiller CGLU UBUNTU,
directeur du Centre africain des villes.



programme de transformation : développer l'économie et la finance sociales et solidaires ; les Examens locaux volontaires - Eléments constitutifs d'une communauté de pratique ; la sensibilisation des jeunes et d'autres.

Au cours de la **séance de mardi**, les participants ont discuté des expériences et des bonnes pratiques en matière d'options de transport public multimodal ; du rééquilibrage de la part des options de transport publics et privés au moyen de différentes interventions politiques ; de réformes constitutionnelles et législatives visant à promouvoir la démocratie locale ; d'approches différenciées pour tenir compte des capacités et des origines diverses des personnes ; de l'importance des liens entre zones rurales et urbaines et de la nécessité de reconnaître et de promouvoir les approches sociales et solidaires.

Des séances ont également été tenues sur les politiques publiques axées sur la culture ; les espaces publics sûrs ; le Forum des régions ; la formation en matière de mobilité durable ; la thématique « La politique urbaine fonctionne-t-elle pour vous ? » ; le déblocage des voies menant à des villes résilientes et intelligentes face au climat ; les droits de l'Homme et le droit à la ville : quelles priorités pour les gouvernements locaux ? ; les Partenariats pour l'égalité urbaine ; les Villes intermédiaires ; Vers un partenariat mondial pour les villes intermédiaires ; parmi d'autres sujets.

Les **séances de mercredi** ont porté sur la tension entre les profondes inégalités vécues par les femmes et le droit à la ville ; l'inadéquation entre le transfert des responsabilités aux gouvernements locaux et de ressources suffisantes pour la mise en œuvre du programme urbain ; les efforts déployés pour inciter les sans-abri à cartographier les espaces publics ; les inégalités croissantes entre les zones métropolitaines et les petites villes rurales ; la façon dont les partenariats pourraient aider à créer des circuits pour l'égalité urbaine ; et la mise en œuvre des agendas mondiaux.



Les séances de cette journée ont également été consacrées à la recherche de solutions basées sur la nature, pour des villes résilientes et socialement inclusives : les potentialités de l'espace public ; les ODD et la coopération décentralisée : le travail sur l'Agenda 2030 au niveau local et mondial ; l'Observatoire mondial des finances et investissements des collectivités territoriales ; la mise en œuvre de la décentralisation fiscale ; le cheminement vers une accessibilité universelle à l'horizon 2030 – l'Action locale et les partenariats ; le lancement des partenariats de villes de la Commission européenne ; l'autonomie économique des femmes et leur autonomisation à travers le développement économique et social.

Les **séances de jeudi** ont couvert des questions pertinentes telles que la manière dont les villes ont lancé les Hubs Locaux à l'horizon 2030 ; le travail et l'emploi décent et de qualité dans le cadre du développement local durable ; la façon d'exploiter le potentiel des gouvernements locaux dans la promotion et la défense des droits numériques.

Des **séances supplémentaires** de la journée ont été consacrées aux thèmes des enfants déracinés : Que peuvent faire les gouvernements locaux ? ; de l'état global des métropoles ; du renforcement des capacités en matière de prestation de services locaux inclusifs ; des droits numériques et agendas mondiaux : d'une feuille de route pour la Coalition des villes concernant les droits numériques ; des villes en transformation ; des Hubs locaux à l'horizon 2030 - Un réseau mondial pour la localisation de l'Agenda 2030 ; de l'écoute des citoyens, la démocratie locale au centre de la gouvernance.

La **séance de vendredi** a porté sur les défis de la pérennité des associations de gouvernements locaux en ce qui concerne l'efficacité organisationnelle, la composition, la politique des partis et la stabilité financière ; les approches intégrales de l'espace public qui mettent l'accent sur la collaboration multipartite ; les initiatives des gouvernements locaux pour la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la reconstruction après un conflit et plusieurs autres thèmes.

Des sessions ont également été consacrées aux Associations de gouvernements locaux 2.0 - prêtes pour l'avenir ; la Gouvernance des espaces publics : les défis et difficultés posés à l'inclusion, à la diversité et à l'égalité ; les initiatives de paix : inspiration des finalistes du Prix de la paix de CGLU ; le Projet de villes éthiques ; les Stratégies régionales vers les ODD.

Au coeur des réunions du Congrès — Le Local4Action Hub

Le Local4Action Hub était au cœur du Sommet mondial. Conçu comme un écosystème permettant aux partenaires de se concerter, de travailler en réseau et en partenariat, il a fonctionné en tant qu'espace dynamique et d'interactions permettant de relier les différents circuits du Sommet mondial de CGLU. Il a servi d'espace pour reprendre les discussions qui avaient déjà commencé avant le Sommet, et pour développer un mécanisme d'élaboration de politiques entre tous les acteurs, afin de définir l'avenir de notre mouvement.

Le Hub a été inauguré le lundi. Au cours des discussions, les participant·e·s ont souligné que les villes sont confrontées à des systèmes internationaux défaillants, notamment le changement climatique et l'effondrement financier ; que le défi pour les femmes dirigeantes est de se faire entendre ; que le rôle de la corruption au niveau national doit être remis en question ; et qu'il est nécessaire d'orienter les sources de financement internationales au profit des communautés locales. Des séances ont également été consacrées à la création d'un environnement favorable aux droits de l'Homme au niveau local en Afrique ; et au lancement d'un **appel à l'action après la déclaration du maire de Marrakech**.

Les séances consacrées au Local4Action Hub se sont tenues pendant cinq jours et ont été axées sur l'apprentissage et la discussion des bonnes pratiques émergentes. L'espace informel et interactif a fourni une plateforme de réflexion sur nombre de questions qui n'ont pas encore trouvé leur place dans l'agenda officiel, afin d'élargir le champ de nos activités et de construire véritablement l'esprit du Sommet au moyen d'échanges et de courts événements





Mardi, une session s'est tenue sur le thème du « Rôle de l'Agenda 2030 au niveau de la création de la citoyenneté : Comment les gouvernements locaux peuvent-ils utiliser les ODD pour créer des liens avec leurs citoyens ? ». La session a donné lieu à un échange franc et informel sur l'importance de la participation active des citoyen-ne-s, des mécanismes de citoyenneté inclusive, et des exemples de cocréation locale d'ODD.

Jeudi un Café mondial sur les « mobilités créatives » a eu lieu, avec présentation d'exposés sur la régénération urbaine, un manuel de développement local basé sur la culture et une approche fondée sur la culture qui a aidé les communautés à réinventer leurs approches en matière de transport. Une autre session, portant sur les villes en crise, a débuté par un court-métrage de CGLU sur la riposte des autorités locales à la crise. Les participants ont mis en lumière l'impact sur la cohésion sociale, les services de base et l'infrastructure résultant de l'afflux de réfugiés syriens dans une ville libanaise, avec 100 000 personnes déplacées. Un représentant municipal a décrit la création d'un cadre de coexistence pour gérer la prestation de services et les relations entre les personnes réfugiées et les citoyens locaux.

Vendredi, une session s'est tenue sur « la mise en réseau numérique pour un développement urbain durable », axée sur l'apprentissage des pratiques en matière de politiques à l'ère numérique. Metropolis a présenté la plateforme USE avec plus de 300 études de cas sur les utilisations de la technologie et une communauté en ligne permettant de relier des villes confrontées à des défis similaires.

D'autres sessions du Hub ont abordé : la diplomatie urbaine ; la résilience de l'eau ; le leadership transformationnel ; l'évolution des mentalités dans le secteur public ; le Nouvel Agenda urbain ; les partenariats ville à ville ; l'accès aux marchés des capitaux ; la réduction locale des risques de catastrophe et la localisation du Cadre de Sendai ; le logement ; et la culture et la gouvernance.

Le forum d'apprentissage de CGLU

Notre réseau est également un réseau d'apprentissage, qui valorise la coopération décentralisée et l'apprentissage, afin de donner aux dirigeants locaux et régionaux les moyens de réaliser les agendas de développement universel. Le forum d'apprentissage, qui a offert une journée complète d'interaction, est la clé qui inspirera notre stratégie d'apprentissage pour les années à venir, afin d'accroître la portée de nos politiques et de développer des méthodes d'apprentissage innovantes.

Le quatrième Forum d'apprentissage de CGLU, une session d'une journée consacrée aux opportunités d'apprentissage interactif, a permis d'évaluer l'état de l'apprentissage au sein du réseau et de formuler des recommandations visant à étendre la portée des politiques de CGLU. Il a également constitué un moyen de consolider la stratégie d'apprentissage de CGLU.

La journée a consisté en un échange d'expériences sur : la localisation du Cadre de Sendai ; l'évolution des modules et des méthodologies ; la discussion des principaux éléments permettant d'alimenter le programme d'apprentissage ; et le dialogue entre les mécanismes d'apprentissage existants sur la manière d'assurer la transférabilité. La session a émis des recommandations concrètes pour renforcer la portée des politiques de CGLU à travers l'apprentissage, ainsi que des recommandations spécifiques sur des méthodologies et des mécanismes d'apprentissage innovants.



8

Le coeur même de notre organisation — Nos organes de décision dans le cadre du circuit statutaire





Dans le cadre de ce circuit, une réunion des secrétaires régionaux des caucus des sections de CGLU pour le CCRE, l'Eurasie, Moyen-Orient et Asie occidentale, l'Afrique, l'Amérique latine et l'Amérique du Nord, ainsi que Metropolis, s'est tenue. Il y a également eu une réunion du Comité de gestion financière et de la Commission des affaires statutaires. Les organes statutaires de CGLU, dont notre Bureau exécutif, l'Assemblée générale et le Conseil mondial, se sont réunis à l'occasion du Sommet mondial de CGLU.



Les décisions prises lors de ce circuit nous ont permis de renouveler notre direction et nos organes statutaires, notamment nos trésoriers et notre présidence, pour la période 2019-2022.

Le Bureau exécutif s'est également réuni, et c'était là le dernier Bureau exécutif pour le mandat actuel. Il a reçu des mises à jour sur les principaux domaines d'activité et les propositions des membres. Un nouveau Bureau exécutif a également été nommé pour le mandat 2019-2022 à Durban, lors du Conseil mondial.

L'Assemblée générale de CGLU s'est réunie le jeudi soir. Dans ses remarques liminaires, le Président de CGLU, Mpho Parks Tau, a relaté les activités des trois dernières années, notamment sur le logement, les migrations, la localisation des ODD et l'engagement avec les parties prenantes et les municipalités partout dans le monde. Il a mis en relief le travail accompli pour apporter un visage humain à cette plateforme mondiale et l'accélération nécessaire pour répondre à un monde en mutation rapide. Il a souligné l'importance de la fonction de CGLU en tant que réseau d'apprentissage, qui est renforcé par la formation à la localisation d'agendas mondiaux tels que le Cadre de Sendai, le Nouvel Agenda urbain et l'Agenda 2030.

Jeudi, le Conseil mondial s'est réuni suite à l'Assemblée générale, en organisant le premier tour des élections de la présidence. Une approche consensuelle a abouti à la nomination du nouveau président de CGLU le vendredi. Vendredi, le président sortant de CGLU, Mpho Parks Tau, a convoqué à nouveau le Conseil mondial pour élire la présidence.

8.1 Élection du président

Le Conseil mondial a procédé à l'élection de la présidence. Parks Tau a indiqué qu'un consensus avait été atteint à l'issue de discussions et de consultations approfondies avec deux candidats à la présidence. **Mohamed Boudra**, maire d'Al Hoceima, au Maroc, et président de l'Association marocaine des présidents des conseils municipaux (AMPCC) a été élu président. Il a annoncé que, pour la première fois dans l'histoire de l'Organisation, il y avait eu un accord pour une « présidence collégiale », dans laquelle le second candidat, Ilсур Metshin, maire de Kazan, a été confirmé à la présidence du Comité consultatif des Nations unies pour les autorités locales, et a rejoint M. Boudra à la tribune. M. Metshin a remercié les habitants de sa municipalité et tous ceux qui avaient soutenu sa candidature. Le Conseil mondial a également élu les vice-président-e-s pour le prochain mandat.



« **Les États nous ont entendus, les organisations nous ont entendus. Nous sommes ambitieux, et nous pouvons mieux faire valoir les souhaits et les besoins de nos citoyens** »

Mohamed Boudra, président de CGLU.



Le Conseil a également confirmé l'élection, par acclamation, des sièges suivants de la présidence :

- a** Coprésidents : **Johnny Araya Monge**, maire de San José.
- b** **Uğur İbrahim Altay**, maire de Konyab; **Jan van Zanen**, maire d'Utrecht ; **Li Mingyuan**, maire de Xi'an; **Thembisile Nkadimeng**, maire de Polokwane.
- c** Trésoriers : **Madelaine Alfelor-Gazman**, maire d'Iriga ; **Berry Vrbanovic**, maire de Kitchener.
- d** Envoyés spéciaux : **Ada Colau**, maire de Barcelone, envoyée spéciale aux Nations Unies ; **Fernando Medina**, maire de Lisbonne, envoyé spécial pour le développement local.

8.2

Adoption du plan de travail pour 2020

Conformément aux priorités stratégiques de CGLU, et dans le contexte de notre partenariat avec l'Union européenne et de notre partenariat avec SIDA, le plan de travail de CGLU pour 2020 sera construit autour de la consolidation des espaces internationaux de dialogue ; du développement de l'élaboration des politiques de l'organisation mondiale ; de la perspective locale pour la réalisation des agendas internationaux ; de la facilitation de l'apprentissage et de la coopération décentralisée ; et du développement d'activités transversales qui renforcent les liens au sein de notre organisation.

Le Congrès de CGLU a constitué une étape cruciale de notre mouvement. Des efforts particuliers seront donc déployés pour que les connaissances et les résultats du Sommet alimentent nos débats, nos mécanismes de consultation et d'action - les Conseils politiques - ainsi que les échanges de nos membres au sein des Commissions, Forums et Communautés de pratique.

Notre plan de travail pour 2020 aura pour priorité le renforcement du dialogue mondial avec le secteur privé et la société civile, dans le cadre du suivi de notre Congrès de CGLU, afin de nous assurer que nous rallions tous les acteurs à la réalisation des Objectifs mondiaux, et de CGLU en particulier. 2020 sera également l'année de l'élaboration des politiques de l'Organisation mondiale, qui commencera à organiser des réunions d'information portant sur les questions les plus pressantes pour nos membres et pour le futur de l'urbanisation.

En 2020, la stratégie sur l'égalité des genres de CGLU sera mise en avant, et nous poursuivrons nos politiques renouvelées en matière de migrations et de logement grâce à la consolidation de leurs communautés de pratique. Cette année est aussi celle de notre renouvellement, avec la deuxième génération des Vagues d'action sur l'espace public, la localisation du cadre de Sendai et réinventer la démocratie locale.

8.3

Adoption de la Déclaration universelle des droits de l'humanité

La Déclaration, qui avait été débattue pour la première fois en 2018 au sein de notre organisation, a été adoptée par acclamation lors du Conseil mondial. La Déclaration se fonde sur l'idée que l'humanité toute entière a les mêmes droits et devoirs envers elle-même qu'envers les écosystèmes dans lesquels elle vit.



8.4

Rapport du Comité de gestion financière

Berry Vrbanovic, Trésorier de CGLU, a annoncé que lors de sa réunion du 12 novembre 2019, le comité financier avait approuvé les comptes financiers et accepté d'inviter le Conseil mondial à prendre note du rapport du commissaire et à approuver les décisions présentées.

8.5

Prochains objectifs : nos réunions statutaires pour 2020-2022

Heo Tae-jeong, maire de Daejeon, République de Corée, a remercié les membres pour avoir choisi la ville comme hôte du Congrès mondial de CGLU 2022, soulignant le profil de la ville en tant que plaque tournante de la science et de la technologie. Il a exprimé l'espoir que le Congrès symboliserait également un nouveau vent de réconciliation dans la péninsule coréenne.

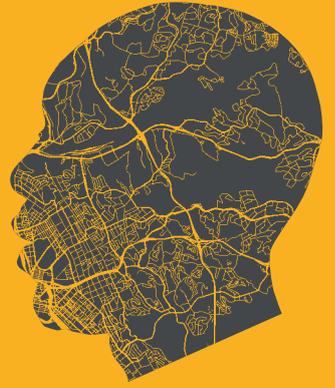
Johnny Araya Monge, maire de San José, Costa Rica, a invité le Bureau de CGLU à se réunir au Costa Rica, en 2021, à l'occasion du 200e anniversaire de l'indépendance.



9

Prochains objectifs : les résultats de l'Assemblée mondiale





Les principaux résultats du Sommet

Pour la première fois, les résultats politiques du Sommet mondial de CGLU se présentaient sous la forme d'un recueil de recommandations politiques issues du processus de cocréation. Il en a résulté nos Sessions spéciales, et à nos Circuits Town Hall et Assemblée, qui ont fourni des informations à la nouvelle direction nommée pendant le Sommet, ainsi qu'à l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux, convoquée par la Global Taskforce. Au-delà de ces recommandations, les principaux résultats du Sommet étaient constitués de la Déclaration politique de Durban, intitulée « Envisager l'avenir de notre mouvement municipal international renouvelé », et, pour la première fois lors d'un Congrès de CGLU, d'un recueil de recommandations politiques intégrées, résultant d'un processus de consultation long de six mois avec diverses parties prenantes.

Parmi les autres réalisations de la semaine, il y a lieu de mentionner le lancement de trois initiatives visant à soutenir la localisation des Objectifs de développement durable (ODD), à savoir :

- Le Fonds international d'investissement municipal (FIMI) - une initiative de CGLU et du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) en collaboration avec le Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV). Le fonds sera géré par Meridiam, une société d'investissement indépendante possédant une vaste expérience du financement de projets d'infrastructure publique et gérant actuellement un actif de 7 milliards d'euros. Le fonds vise à accélérer les progrès vers l'Agenda 2030 pour le développement durable (Agenda 2030) et l'Accord de Paris sur les changements climatiques, en augmentant les investissements disponibles pour les projets locaux axés sur le développement durable dans les pays en développement.
- La campagne « Plantez des Arbres pas des Bombes », qui s'est déroulée en présence de hauts responsables de la municipalité de Durban, dans le but de démontrer que les politiques locales en faveur de la paix sont au centre des préoccupations des membres adhérents et du Sommet mondial.
- Le cinquième rapport de l'Observatoire mondial sur la décentralisation et la démocratie locale (GOLD V), qui évaluait les stratégies nationales et locales pour la mise en œuvre des agendas mondiaux dans chaque région du monde.
- L'engagement pris par CGLU d'intégrer le programme pour l'égalité des genres dans le Sommet a été considérablement renforcé, avec l'annonce que 15 % du budget de CGLU seront consacrés à ces activités, avec le soutien d'un partenariat récemment annoncé avec l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA).





De nombreux orateurs ont souligné que le Sommet représentait un moment important dans la reconstitution et la reconfiguration du système multilatéral dans son ensemble, afin de faire progresser un nouveau paradigme d'égalité, de subsidiarité et d'écologie. D'autres ont mis en exergue le caractère opportun du Sommet en donnant la parole à de jeunes leaders émergents, qui parlent avec autorité et qui apportent des réponses énergiques à l'urgence du dérèglement climatique. Le Sommet a également offert des réflexions sobres sur la crise de légitimité dans certaines parties du système international, bien rendue dans l'observation d'un monde enflammé de protestations et de défis écologiques.

Les délibérations du Sommet aideront à tracer le parcours de CGLU au cours des trois prochaines années et à orienter sa contribution à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et au premier examen du Nouvel Agenda urbain en 2020. À l'horizon immédiat de la « décennie de mise en œuvre des ODD » est la contribution de CGLU à la 64e session de la Commission de la condition de la femme / Pékin+25 et l'invitation du bureau du Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, à contribuer à façonner l'agenda multilatéral mondial du point de vue des gouvernements locaux et régionaux, lors d'une audition en 2020 pour marquer le 75e anniversaire de la création de l'ONU.



L'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux

Facilitée par CGLU, la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux rassemble tous les principaux réseaux internationaux de gouvernements locaux, afin de contribuer d'une seule voix aux processus politiques mondiaux.

La Global Taskforce a également organisé l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux, la voix commune des dirigeants locaux et régionaux du monde entier, reconnue dans le Nouvel Agenda urbain comme le mécanisme de suivi et de révision de celui-ci, et qui a tenu une session dans le cadre de notre Sommet mondial.



La séance de l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux a permis aux groupes de la société civile de présenter formellement leurs recommandations à la Global Taskforce, prouvant ainsi qu'elle pouvait consolider les voix et les actions de ses membres, tout en favorisant la transformation urgente que les sociétés et les communautés du monde entier appellent de leurs vœux au nom du principe de solidarité. La réunion s'est articulée autour de trois débats, tous modéré par un représentant de nos organisations sœurs appartenant à la Global Taskforce. Les recommandations des circuits **Town Hall** et **Assemblée** ont servi aux débats, ainsi que les **Manifestes**.

Le **document final** de l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux indique qu'ils considèrent la prochaine décennie comme la plus importante pour la mise en œuvre collective des Objectifs mondiaux et des agendas de développement, l'Assemblée offrant une occasion unique de renouveler les engagements partagés et la vision consistant à « ne laisser personne ni aucun territoire pour compte », accélérer l'action et renforcer les partenariats.

Les organisations sœurs, les réseaux et les associations de gouvernements locaux et régionaux ont appelé l'Assemblée mondiale à poursuivre la mise en œuvre d'une décentralisation complète, afin de renforcer le pouvoir des gouvernements locaux et régionaux. Il lui faudra garantir le dialogue entre les sphères de gouvernement et améliorer les capacités et l'accès au financement des gouvernements locaux et régionaux, afin d'assurer le renouvellement du système multilatéral. Et enfin, elle devra reconnaître le travail des réseaux qui ont fondé la Global Taskforce et qui ont fourni à la Global Taskforce et à l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux les outils pour assurer sa place dans les conversations mondiales concernant la biodiversité, les migrations, la culture, le genre et des villes sûres et inclusives, entre autres domaines.

Le document final indique que la société civile a appelé l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux à :

- Placer les peuples et la planète au premier plan de ses actions, à travers des partenariats multipartites et une élaboration conjointe des politiques ;
- S'engager à ne laisser « personne ni aucun territoire pour compte » en promouvant des politiques accessibles et inclusives ;
- Promouvoir et généraliser l'égalité des genres ; et
- Reconnaître le droit de chacun à la ville et traiter l'informalité comme une opportunité d'innovation et de solutions.

Le document note en outre que les membres des gouvernements locaux et régionaux ont appelé l'Assemblée à soutenir les politiques de localisation en prenant des mesures permettant de résoudre les questions suivantes :

- La décentralisation pour responsabiliser les gouvernements locaux et régionaux ;
- La garantie d'un dialogue entre les sphères gouvernementales et le renforcement des capacités et de l'accès au financement des gouvernements locaux et régionaux afin d'assurer le renouvellement du système multilatéral ;
- L'approche territoriale du développement en tant qu'élément essentiel au développement des systèmes de vie ;
- Les liens ruraux et urbains en tant que contribution à des villes résilientes ;
- Une approche des villes fondée sur les droits, pour apporter des solutions aux triples informalités du travail, du logement et des transports ;
- Les processus participatifs ; et
- Le développement de la culture en tant que filière de solidarité mondiale, vecteur de paix et composante opérationnelle de la localisation.

Enfin, le document final identifie les priorités thématiques de la Global Taskforce et de l'Assemblée, notamment :

- Un développement urbain basé sur une filière à faibles émissions dans le but de parvenir à la neutralité climatique des infrastructures des gouvernements locaux et régionaux avant 2050 ;
- La résilience, élément essentiel des stratégies de planification des collectivités territoriales ;
- La priorisation des solutions basées sur la nature et l'intégration de la nature dans les villes et les régions, en reconnaissant la valeur de la nature en tant qu'élément fondamental du bien-être économique et social collectif, dans le contexte du Cadre mondial pour la diversité biologique après 2020 et des frontières planétaires de la Terre ;
- La garantie d'un accès sûr à la nourriture, à l'eau, à l'énergie, à l'assainissement et à l'éducation pour tous ; et
- La création et la durabilité de communautés centrées sur la personne, sûres et culturellement dynamiques.

Les résultats politiques du Sommet reflètent également l'évolution du rôle de CGLU et de la Global Taskforce en tant qu'interlocuteurs des gouvernements locaux et régionaux faisant autorité auprès des Nations unies et d'autres parties du système multilatéral mondial. Ils cherchent à formuler de nouvelles visions de la gouvernance et de la transformation de la planète, afin de responsabiliser les populations et le monde dans son ensemble.

Copyright © 2020 UCLG Tous droits réservés. Nulle partie de ce livre ne peut être réimprimée, repro - duite ou utilisée sous quelque forme ou par quelque moyen électronique, mécanique ou autre, actuel ou futur, y compris la photocopie et l'enregis - trement, ou tout système de stockage d'information ou de récupération, sans autorisation écrite des éditeurs. United Cities and Local Governments Cités et Gouvernements Locaux Unis Ciudades y Gobiernos Locales Unidos Avinyó 15 08002 Barcelona www.uclg.org Ce document a été réalisé avec le sout - ien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne. Crédits photos : IISD/ENB | Kiara Worth, @UCLG-CGLU/ Toutes les autres photos de ce rapport sont de CGLU. Conception graphique et mise en page : Glass Cube www.glasscubebcn.com

**#CitiesAre
Listening**



Avec le soutien financier de :



Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne



Ce document a été financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, Asdi. Asdi ne partage pas nécessairement les opinions exprimées dans ce document. La responsabilité de son contenu incombe entièrement à l'auteur

